



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté Bureau des procédures environnementales et foncières

Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-183 du 10 décembre 2025

portant mise en demeure à l'encontre de la société TERRENA dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44150 Ancenis-Saint-Géréon, exploitant des installations de stockage de céréales situées route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} septembre 2025, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral N°90-0218 en date du 6 mars 1990 autorisant la coopérative agricole de la Mayenne (CAM) à poursuivre l'exploitation de silos de stockage d'engrais et de céréales, situées route de Sablé à Azé (commune nouvelle Château-Gontier-sur-Mayenne) ;

Vu la mise à jour de l'étude de danger de la Coopérative des Agriculteurs de la Mayenne (CAM) de septembre 2008 ;

Vu l'accusé de réception de changement d'exploitant en date du 18 septembre 2019, indiquant que la coopérative agricole TERRENA dont le siège social se situe au lieu-dit la Noëlle à Ancenis succède à la Coopérative Agricole de la Mayenne (CAM), dont le siège social est situé 89, rue Magenta à Laval ;

Vu le courrier préfectoral en date du 4 mars 2025 prenant acte d'une acquisition foncière par la Société TERRENA sur la commune de Château-Gontier-sur-Mayenne ;

Vu les articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, qui disposent que :

- Article 12 :

« Les aires de chargement et de déchargement (...) Ces aires doivent être régulièrement nettoyées »

- Article 13 :

« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »

Vu la visite d'inspection des installations classées en date du 17 septembre 2025 sur le site de la société TERRENA, sise route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne ;

Vu le rapport et le courrier de l'inspection des installations classées du 13 octobre 2025, transmis par courrier à l'exploitant à la suite de la visite du 17 septembre 2025, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement et engageant la procédure contradictoire réglementaire ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées du 13 octobre 2025 à la préfète de la Mayenne, conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 13 octobre 2025, notifié à l'exploitant le 16 octobre 2025, lui transmettant le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, et lui accordant un délai de 15 jours pour présenter ses éventuelles observations dans le cadre de la procédure contradictoire, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans le délai imparti, sur le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisés ;

Considérant que lors de la visite du 17 septembre 2025, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :

« La partie existante est un silo comble dont les parois métalliques sont de forme de type "palplanche".

Cette technique de construction implique une vigilance particulière du fait de l'accumulation de poussières sur les parties inclinées des parois de type "palplanche".

La visite des installations montre :

- Les étages de la tour de manutention sont relativement propres, à l'exception de l'étage pendulaire où la présence d'une fuite matière n'a pas été détectée et constitue un petit amas de grain et poussières le jour de la visite ;

- Des témoins d'empoussièrement sont par endroits absents ou très peu visibles ;

- La présence d'une forte épaisseur de poussières (visuellement très nettement supérieure à 5 mm) dans les 2/3 haut de la partie réception des lots et de la partie préparation des lots et sous toiture ainsi que du haut de certaines cellules (conception de type "palplanche").

L'inspection rappelle qu'au regard des règles de classement des zones ATEX retenues dans la norme NF EN 60079-10-2 de mai 2015 [Si des couches de poussières, accumulées en dehors de la Zone originale 21, sont observées, il peut alors être nécessaire d'étendre la Zone 21 (qui peut éventuellement devenir une Zone 22) en prenant en compte l'extension de la couche et les perturbations éventuelles pouvant entraîner la formation d'un nuage de poussières ; si des couches de poussières s'accumulent, un autre classement peut être requis prenant en compte l'extension de la couche et toutes les perturbations de celle-ci provoquant un nuage ainsi que le niveau d'entretien (voir Annexe B). Les mouvements d'air éventuels au cours du déversement des sacs peuvent occasionnellement transporter le nuage de poussières au-delà de la Zone 21 dans des conditions de fonctionnement anormal, une Zone 22 peut alors être nécessaire, conformément à 6.2.4.]].

Les conditions d'organisation actuellement retenues par l'exploitant ne permettent pas de garantie hors zones ATEX dans les parties du site visitées ci-dessus (zone classée zone 21 par l'exploitant dans son étude de danger). Le zonage ATEX retenu par l'exploitant n'est pas cohérent avec la situation dégradée observée au cours de la visite d'inspection. »

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, susvisé ;

Considérant que ces manquements peuvent être à l'origine d'une situation pouvant conduire à un accident d'ampleur importante sur le site en cas de départ d'explosion ;

Considérant qu'alors un tel accident peut porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRENA de respecter les dispositions des articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant, qui a été invité, dans le cadre de la procédure contradictoire, à émettre éventuellement des observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que l'exploitant n'a formulé aucune observation sur le rapport et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé qui lui a été soumis ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er}

La société TERRENA dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44150 Ancenis-Saint-Géréon, exploitant des installations de stockage de céréales situées route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne est mise en demeure, dans un délai d'un mois, de procéder au nettoyage conformément aux articles 12 et 13 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques, présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, constaté lors de l'inspection du 17 septembre 2025, au droit des zones empoussiérées suivantes :

- zone d'expédition : l'intérieur des boisseaux, les 2/3 supérieurs des parois latérales, les ventilateurs, les plafonds et les installations de manutention ;
- les cellules de stockage : parties hautes des parois des cellules.

L'exploitant transmet dans un délai d'un mois les justificatifs de la réalisation des opérations de nettoyage.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, et jusqu'à la justification du respect de toutes les dispositions de l'article 1 du présent arrêté, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la sous-préfète de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
pour le secrétaire général de la préfecture absent,
le sous-préfet de Mayenne,

Arnaud BENOIT

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.

**ANNEXE à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure
à l'encontre de la société TERRENA située à Château-Gontier-sur-Mayenne (53200)**

Article L. 171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à s'acquitter entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative du paiement d'une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Sous réserve du 6° du I de l'article L. 643-8 du code de commerce, cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts. Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

Une fois la somme recouvrée par le comptable public, celui-ci procède à sa consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de déconsignation et les conditions dans lesquelles les sommes consignées sont insaisissables, au sens de l'article L. 112-2 du code des procédures civiles d'exécution, par dérogation aux articles 2284 et 2285 du code civil, ainsi que les conditions de leur utilisation en cas d'ouverture d'une procédure collective ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées auprès de la Caisse des dépôts et consignations en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 45 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 4 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et troisième alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.

